



**PRÉFET
DE LA LOZÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
DREAL UiD Gard-Lozère
Cellule Déchets
4 avenue de la Gare/ BP132
48000 Mende

Mende, le 29/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL

20 RUE DE LA DRAINE
48000 Mende

Références : 2025-08
Code AIOT : 0006602540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2025 dans l'établissement ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL implanté ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors d'une opération de traitement des déchets métalliques, un incendie a eu lieu sur la presse-cisaille mobile. Cet incendie s'est propagé sur la zone de stockage des déchets métalliques de la zone n°99. Cette zone stocke les déchets d'aluminium, de zinc et de boîtes entamées. Il est noté la présence de bouteilles d'aérosols qui sont considérées comme des boîtes entamées de la part de l'exploitant du fait qu'elles sont vides et ne contenaient pas de mousse polyuréthane.

L'incendie a débuté à 5h30 et a fait l'objet d'une intervention d'un salarié avec les dispositifs de lutte contre l'incendie présents sur le site. Vers 5h39, l'employé a contacté le service départemental de lutte contre l'incendie. Vers 5h38, le système de détection avait généré une

première alerte. Vers 5h46, le directeur de site a reçu une alerte. Le SDIS est intervenu sur le site vers 6h10. La fin de l'intervention du SDIS a eu lieu vers 10h30. Les eaux de l'incendie ont été dirigées vers le bassin de décantation (BR1) se situant au nord-ouest du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL
- ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende
- Code AIOT : 0006602540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de tri, transit et traitement de déchets non dangereux exploité par l'entreprise Environnement Massif Central exerce plusieurs activités de tri et traitement de produits plastiques, de transit de VHU, de déchets verts et de production de combustible solide de récupération.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle rejet	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.4.2	Sans objet
3	Etude de dangers	Code de l'environnement du 11/01/2023, article D.181-15-2.II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie sur la presse-cisaille qui a eu lieu de 5h30 jusqu'à 10h30 (fin d'intervention des pompiers), l'inspection a réalisé une visite à chaud sur le site. L'inspection, n'ayant reçu aucune information préalable de la part de l'exploitant, s'est rendu sur site vers 14h. La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en œuvre ses dispositifs internes avant de contacter les pompiers et que l'incendie n'a pas causé de dégât humain, seule la presse-cisaille est hors service. L'inspection constate plusieurs manquements sur la procédure de gestion de crise (absence d'information à l'inspection, fermeture des vannes du bassin de rétention retardée, non-

application du plan d'opération interne (POI)). De plus, le sinistre qui a eu lieu n'a pas été retenu dans l'étude de dangers de 2022 établie dans le cadre de la demande d'autorisation, l'exploitant devra transmettre un complément à l'étude de danger sur l'utilisation de la presse-cisaille qui est utilisée de façon mobile sur tout le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a été avertie d'un incendie se déroulant sur le site d'Environnement Massif Central par les services de la préfecture de la Lozère. L'exploitant n'a pas informé l'inspection de cet incident. Lors de la visite, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas commencé la rédaction de la fiche de déclaration d'accident conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement et constate également que la procédure d'information à l'inspection n'est pas inscrite dans son plan d'opération interne (cf. point de contrôle n°4).</p> <p>Ce constat constitue une non conformité à l'article R.512-69 du code de l'environnement et fait l'objet d'une demande de justificatif à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de renseigner la fiche de notification éditée par le BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles) et de la transmettre sous un délai de 15 jours. Cette fiche doit permettre d'identifier les causes, les substances et les mesures mises en œuvre pour enrichir le retour d'expérience.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Contrôle rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des paramètres définis à l'article 3.3 dans les eaux rejetées. Une surveillance régulière de la qualité des eaux pluviales rejetées ou recueillies au niveau des bassins de collecte et de régulation des eaux pluviales est assurée par l'exploitant.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les eaux d'extinction ont été dirigées vers le bassin de rétention « BR1 ». L'exploitant a indiqué qu'un prélèvement des eaux pour analyse devait être réalisé dans la journée. L'exploitant a indiqué que les pompiers ont utilisé des émulseurs sans PFAS à partir d'une alimentation par la borne incendie. Il n'y a pas eu l'utilisation de mousse ou de poudre. L'exploitant devra transmettre les résultats d'analyses des prélèvements effectués dans les eaux recueillies. En fonction des résultats d'analyse, l'exploitant devra mettre à jour sa fiche d'incident/accident avec une proposition de mesure d'évacuation de ces eaux polluées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2023, article D.181-15-2.II
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : III. - L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont le pétitionnaire dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre. Dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36, le pétitionnaire doit fournir les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un plan particulier d'intervention. L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs. Le ministre chargé des installations classées peut préciser les critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour l'établissement de l'étude de dangers, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5. Pour certaines catégories d'installations impliquant l'utilisation, la fabrication ou le stockage de substances dangereuses, le ministre chargé des installations classées peut préciser, par arrêté pris

en application de l'article L. 512-5, le contenu de l'étude de dangers portant, notamment, sur les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident majeur.

Pour les installations mentionnées à l'article L. 515-32, l'autorité administrative compétente accepte les informations équivalentes remises par le pétitionnaire, dès lors qu'elles répondent aux exigences du présent III.

Constats :

L'incendie du 12 août 2025 a eu lieu sur la presse-cisaille mobile (cf photo n°3 de la planche photographique jointe). Cette machine est employée pour le traitement des déchets métalliques. L'étude de dangers figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de 2022 ne comporte pas de scénario d'incendie sur la presse-cisaille. Ainsi, l'étude de dangers doit être complétée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un complément à l'étude de dangers sous 3 mois portant sur l'utilisation de la presse-cisaille sur le site. Cette étude doit permettre de déterminer les risques et les mesures à mettre en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers au plus tard 6 mois après la notification du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que l'accueil des pompiers n'a pas été réalisé conformément au plan d'opération interne. Les pompiers n'ont pas reçu à leur arrivée communication du registre du stock de déchets présents sur site. L'inspection constate que le plan d'opération interne est considéré comme un document administratif pour les employés du site.

Le plan d'opération interne (POI) a fait l'objet d'un contrôle lors d'une visite d'inspection du 21 mai 2025, l'inspection avait constaté que le POI n'était pas complet au vu de plusieurs manquements notamment sur l'emplacement et les modalités des dispositifs d'obturation des écoulements. Lors de cette visite, l'inspection avait contrôlé la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie. L'exploitant a réalisé un exercice le 10 avril 2025 en interne et les observations de l'exercice portent sur un déficit d'actions réflexes du personnel dans les actions à entreprendre en situation d'urgence.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que les vannes d'obturation du bassin BR1 ont été fermées vers 8h, soit presque 2 heures après le début de l'intervention des pompiers.

Ainsi, le plan d'opération interne doit être complété et approprié par l'ensemble du personnel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan d'opération interne conformément au rapport de la visite d'inspection du 21 mai 2025, et de réaliser un nouvel exercice de défense contre l'incendie pour s'assurer que l'ensemble des personnels est formé sur la mise en oeuvre du plan d'opération interne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois